

# A

**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration – Soixante-dix-neuvième session**  
Rome, 10-12 septembre 2003

## RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

### EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>SITUATION ÉCONOMIQUE ET SECTORIELLE ET SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE</b>	<b>1</b>
	A. Situation économique du pays	1
	B. Secteur agricole et développement rural: contraintes et options	3
	C. La pauvreté rurale: contraintes et options	7
	D. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	7
<b>III.</b>	<b>ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA EN GAMBIE</b>	<b>8</b>
	A. Projets en cours et projets passés	8
	B. Enseignements retirés	10
<b>IV.</b>	<b>CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA</b>	<b>11</b>
	A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	11
	B. Principales perspectives d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets	12
	C. Possibilités de partenariat avec des ONG et le secteur privé	13
	D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions	14
	E. Concertation sur l'action à mener	16
	F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille	16
	G. Cadre provisoire pour les opérations de prêts et programme de travail à horizon mobile	17
 <b>APPENDICES</b>		
<b>I.</b>	<b>COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>2</b>
<b>III.</b>	<b>STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS, MENACES (FFPM))</b>	<b>3</b>
<b>IV.</b>	<b>IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATIONS ENTRE LES AXES STRATÉGIQUES DU FIDA ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)</b>	<b>4</b>
<b>V.</b>	<b>ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS ET PRÉVUES)</b>	<b>5</b>
<b>VI.</b>	<b>PROFILES OF PROJECT IDEAS (LIGNES DE FORCE DES PROJETS)</b>	<b>6</b>



**TAUX DE CHANGE**

Unité monétaire	=	Dalasi (GMD)
1,00 USD	=	19 GMD
1,00 GMD	=	0,053 USD

**POIDS ET MESURES**

Système métrique

**SIGLES ET ACRONYMES**

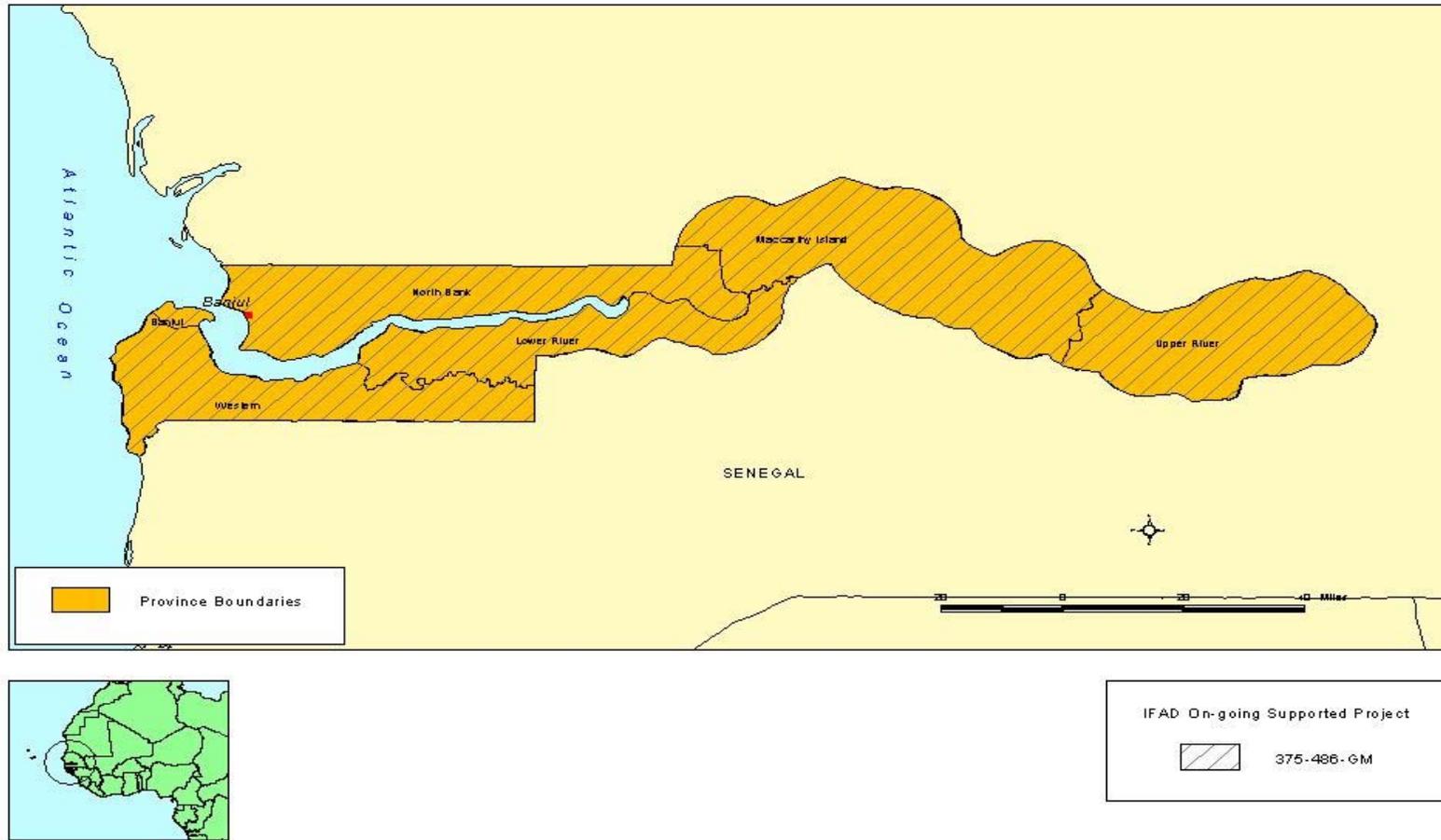
ADRAO	Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest
BAfD	Banque africaine de développement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
ITC	<i>International Trypanotolerance Centre</i>
JPSP	Projet destiné aux petits exploitants de Jahaly et Pacharr
LADEP	Programme de développement agricole des basses terres
MVEC	Mutuelle villageoise d'épargne et de crédit
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RFCIP	Projet de financement rural et d'initiatives communautaires

**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GAMBIE**

**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

# GAMBIA



iv

Source: FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés*

**RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DE PROJETS DU FIDA**

<b>Prêt No.</b>	<b>Titre du projet</b>	<b>Conditions du prêt</b>	<b>Montant du prêt/don approuvé (USD)</b>	<b>Date d'approbation</b>	<b>Entrée en vigueur du prêt</b>	<b>Date de clôture</b>	<b>Institution coopérante</b>	<b>Statut</b>
77	Projet destiné aux petits exploitants de Jahaly et Pacharr	PF	4 050 000	17 déc. 81	20 oct. 82	30 juin 92	BAfD	Clos
144	Deuxième projet de développement agricole	PF	4 750 000	04 avril 84	06 nov. 84	30 juin 93	Banque mondiale	Clos
S-21	Projet de petits ouvrages de maîtrise des eaux	PF	2 850 000	05 déc. 89	17 déc. 90	30 juin 97	UNOPS	Clos
312	Projet de services agricoles	PF	2 550 000	02 déc. 92	02 nov. 93	30 juin 99	Banque mondiale	Clos
375	Programme de développement agricole des basses terres (LADEP)	PF	3 400 000	12 avril 95	27 mai 97	30 juin 04	BAfD	En cours
486	Projet de financement rural et d'initiatives communautaires (RFCIP)	PF	6 600 000	02 déc. 98	14 juill. 99	31 déc. 05	FIDA	En cours
<b>Total</b>	<b>Six projets</b>							

Note: BAfD = Banque africaine de développement. UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.  
PF = conditions particulièrement favorables.

## RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

### EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

#### RÉSUMÉ

La Gambie, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant d'environ 320 USD, est l'un des pays les plus pauvres du monde. La pauvreté a considérablement empiré pendant les années 90 par suite de chocs économiques externes. À l'heure actuelle, environ 47% de la population vit au-dessous du seuil national de pauvreté, et 30% sont extrêmement pauvres ou vivent au-dessous du seuil de déficit alimentaire. La pauvreté demeure un phénomène rural, et 91% des populations extrêmement pauvres et 72% des pauvres travaillent dans l'agriculture. Les causes de la pauvreté rurale sont: a) la dégradation de la fertilité des sols, déjà réduite, b) la faible productivité de l'agriculture et de la main-d'oeuvre, c) le manque d'accès aux avoirs productifs (terre, eau), d) le dysfonctionnement des marchés des intrants et des produits, e) la faiblesse des cours mondiaux des produits, particulièrement de l'arachide et des brisures de riz thaï, f) le dysfonctionnement des institutions rurales (notamment de crédit) et le manque de services sociaux de base, et g) des rendements agricoles dont les fluctuations atteignent jusqu'à 40%, selon les conditions météorologiques. Les agriculteurs pauvres sont enfermés dans un cercle vicieux: répugnance à prendre des risques du fait de leur pauvreté, faible utilisation d'intrants, faible productivité et faibles revenus. Les programmes d'ajustement structurel ont ajouté un problème supplémentaire, à savoir le coût élevé des intrants agricoles et l'incertitude des marchés des produits, qui ralentit l'adoption, tout au moins temporairement, des innovations technologiques. Les ruraux pauvres sont généralement forcés de produire pour l'autoconsommation et ne vendent d'excédents éventuels qu'à des prix décevants.

Pendant la période 2000-2002, la Gambie a élaboré une deuxième stratégie pour l'atténuation de la pauvreté (SAP-II), qui est également son document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Le DSRP/SAP-II repose sur une double approche: a) des interventions dans trois secteurs clés (agriculture, santé et éducation) afin de réduire la pauvreté, et b) promotion de l'expansion macroéconomique pour rendre ces interventions possibles. La stabilité macroéconomique actuelle offre au gouvernement une occasion de consolider les résultats des programmes de croissance qui se sont succédé et d'orienter son action vers une politique de croissance favorable aux pauvres. Le SAP-II correspond à la stratégie de réduction de la pauvreté élaborée par le FIDA pour la région. Les interventions futures du Fonds seront axées sur les composantes du volet rural du SAP-II, qui envisage une intervention au niveau communautaire, c'est-à-dire une assistance aux populations rurales et un appui aux organisations d'agriculteurs (y compris dans le domaine du financement rural).

La diversification de l'agriculture, secteur dans lequel prédomine aujourd'hui l'arachide, est l'un des piliers du volet rural du SAP-II. Les contraintes qui entravent les efforts de diversification des agriculteurs gambiens sont l'instabilité de la demande et la compétitivité des prix des denrées alimentaires importées dans l'agglomération de Banjul qui est le principal marché de consommation du pays mais aussi un port de mer où les barrières à l'importation sont peu élevées. La riziculture de bas-fond, l'élevage de petits ruminants et de volaille, la culture de noix de cajou, de légumes et de fruits et d'autres créneaux (comme l'élevage de lapins, l'apiculture et la fabrication de produits laitiers en milieu périurbain) sont des options intéressantes qui permettraient sans doute de renforcer la sécurité alimentaire des ménages et de réduire la pauvreté à moyen terme.

Depuis 1982, le FIDA a financé six projets en Gambie, pour un montant total de prêts de 30,4 millions de USD. Deux projets, à savoir le Programme de développement agricole des basses terres (LADEP) et le Projet de financement rural et d'initiatives communautaires (RFCIP), sont en cours. Le projet

LADEP a pour objectifs de développer la riziculture de bas-fond et de diffuser des pratiques économiques appropriées à faible utilisation d'intrants. Le projet, cofinancé par la Banque africaine de développement (BAfD), complète les interventions d'autres donateurs dans le domaine de la riziculture. Les objectifs du RFCIP sont les suivants: a) rationaliser et développer les services financiers ruraux, et b) renforcer les groupes d'agriculteurs de sorte qu'ils puissent entreprendre des activités d'auto-assistance. Le RFCIP est supervisé directement par le Fonds. L'un et l'autre de ces projets répondent à la demande et reposent sur des approches participatives de planification et d'exécution. Les activités sont exécutées par les prestataires de services, dont des institutions gouvernementales, le secteur privé et des organisations non gouvernementales (ONG), sur une base contractuelle.

Les enseignements retirés des interventions du Fonds en Gambie sont les suivants: a) tous les projets du FIDA ont comporté des opérations pilotes novatrices de nature à être reproduites à grande échelle et certaines d'entre elles ont servi de base à l'élaboration de nouveaux projets après une phase d'essai; b) les efforts de développement de la riziculture de bas-fond, fondés sur la gestion de l'eau, l'exploitation des zones de marées et les services adaptés de vulgarisation, ont donné de bons résultats et le groupe cible continue de demander beaucoup d'interventions de ce type; c) l'amélioration progressive des systèmes traditionnels d'agriculture extensive est réelle et durable; d) le développement des basses terres se heurte à certains problèmes liés au développement des hautes terres adjacentes; e) les mutuelles villageoises d'épargne et de crédit (MVEC) constituent un support par l'entremise duquel des services financiers ruraux peuvent être mis à la disposition des petits agriculteurs; f) l'appui à une réglementation plus efficace du secteur du microfinancement a eu un impact sur sa durabilité; g) il importe d'élaborer une politique nationale sur le microcrédit; h) le projet RFCIP comporte une unité restreinte et relativement indépendante d'appui aux projets qui joue un rôle de facilitation et qui est responsable des exécutants contractuels et dont l'action, à première vue, paraît positive; et i) le pays étant petit, les agents d'exécution ne se font apparemment pas concurrence mais il s'agit là d'une question qui doit continuer de retenir l'attention, outre qu'il faudrait surveiller le coût et l'efficacité de l'intervention des prestataires de services.

L'orientation générale des futures interventions du Fonds consistera à: a) consolider et poursuivre les initiatives réussies du FIDA (microcrédit, groupes communautaires d'auto-assistance, développement de la riziculture de bas-fond) au moyen de nouveaux prêts, b) inclure les éléments novateurs mis à l'épreuve lors des interventions pilotes passées, c) élaborer des projets pilotes pour mettre à l'essai de nouvelles approches (développement des entreprises rurales, diversification des cultures et commercialisation de la production), et d) renforcer les organisations d'agriculteurs et les organisations à assise communautaire. Ces choix ont été validés par une réunion de parties prenantes. Le Fonds axera ses efforts sur les activités pouvant être reproduites à plus grande échelle et pour lesquelles il peut jouer un rôle de direction. La création de partenariats stratégiques avec les autres donateurs constitue un élément de cette stratégie.

Les domaines dans lesquels il existe des possibilités d'innover et d'intervenir au moyen de projets sont les suivants: a) le financement rural, domaine dans lequel le FIDA pourrait offrir sur l'ensemble du territoire national un appui afin d'accélérer la croissance organique, aujourd'hui lente, des MVEC au moyen d'un effort de renforcement des capacités, d'intégration des réseaux de MVEC, de la création d'un organisme faîtier (une institution financière qui fournit des services bancaires à d'autres établissements financiers), d'un appui aux efforts de réglementation du gouvernement et d'une coordination des activités des donateurs; b) gestion intégrée des bassins versants, option qui implique un effort soutenu de développement de la riziculture de bas-fond et la formulation d'interventions complémentaires axées sur cet objectif principal, notamment grâce au développement des hautes terres adjacentes et à des programmes de diversification des cultures et de développement communautaire; et c) la mise à l'essai de modèles d'entreprises rurales et de circuits ruraux de commercialisation de nature à contribuer à la diversification des revenus.

Pour l'exécution des projets futurs, l'on aura largement recours aux ONG, aux groupes et organisations communautaires, aux associations d'agriculteurs, aux organismes sectoriels et aux institutions financières ayant l'expérience des opérations au niveau des villages. Il faudra renforcer les capacités des agents d'exécution et des organisations à assise communautaire. À l'avenir, les opérations devraient encourager une plus vive concurrence entre les prestataires de services afin d'améliorer le rapport coût-efficacité, en ayant à l'esprit que l'objectif ultime doit être d'autonomiser les ruraux pauvres pour leur permettre d'avoir accès à des services ruraux efficaces et abordables, plutôt que de renforcer les capacités des prestataires de services.

Il est proposé de concevoir deux projets sur un horizon de sept à huit ans, en commençant par un nombre limité d'activités de base qui ont suscité un vif intérêt par le passé: développement intégré des bassins versants, en commençant par le développement des basses terres, microcrédit, développement communautaire, services ruraux et diversification. Les structures novatrices de gestion mises en place dans le cadre du projet RFCIP ont permis d'améliorer la gestion des projets. Ce concept sera conservé et amélioré à l'avenir.

Au cours des dix prochaines années, le portefeuille de projets dans le pays comprendra au maximum deux programmes d'envergure nationale. Ces programmes constitueraient le prolongement du projet LADEP et du projet RFCIP. Le premier programme pourrait porter sur la gestion des basses terres et le développement des hautes terres adjacentes. Le second pourrait comporter un élément de financement rural (épargne et crédit), des initiatives communautaires et la diversification des activités agricoles et non agricoles. À l'heure actuelle, les projets du Fonds en Gambie absorbent 1,6 million de USD par an (au titre exclusivement des prêts du FIDA). La stratégie à moyen terme proposée prévoit le maintien des niveaux actuels de prêt, ce qui impliquerait une assistance financière de 15 millions de USD au cours des sept ou huit prochaines années pour la mise en oeuvre des deux projets.

Depuis 2000, le FIDA discute avec la Banque mondiale de la possibilité de cofinancer un programme de développement rural répondant aux initiatives communautaires. La BAfD a identifié en juin 2002 un projet de gestion intégrée des bassins versants qui compléterait le projet LADEP. Les nouveaux programmes devant être élaborés à la lumière des possibilités de collaboration future entre le Fonds, la BAfD et la Banque mondiale.

## RÉPUBLIQUE DE GAMBIE

### EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

#### I. INTRODUCTION

1. Le présent document constitue l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) élaboré en 2002 pour le FIDA en Gambie. Ce COSOP constituera pour le Fonds un cadre de concertation et de coordination de l'action des donateurs avec le gouvernement, les partenaires de développement et les bénéficiaires, ainsi que la base de l'élaboration du plan d'action du Fonds en Gambie pour la période s'étendant sur les 10 à 15 prochaines années. En mai 1997, le FIDA, en étroite consultation avec toutes les parties prenantes, a préparé un premier COSOP. En 2002, la préparation d'un nouveau COSOP et sa validation par les parties prenantes sont venues à point nommé étant donné que cela a coïncidé avec la mise à jour par le gouvernement de son document de stratégie pour la réduction de la pauvreté/stratégie pour l'atténuation de la pauvreté (DSRP/SAP-II) qui comporte notamment une politique de développement de l'agriculture et des ressources naturelles pour la période 2001-2020. En outre, les deux projets en cours du FIDA, le Programme de développement agricole des basses terres (LADEP) et le Projet de financement rural et d'initiatives communautaires (RFCIP) doivent prendre fin en 2004 et 2005 respectivement. Un examen à mi-parcours de ces deux projets a eu lieu en 2002.

2. Lors d'une première mission, en juillet 2002, le gouvernement, les parties prenantes, le personnel des projets et les bénéficiaires, le secteur privé et la communauté des donateurs ont été consultés. Une visite sur le terrain a été organisée dans tous les départements ruraux de la Gambie. À la suite de ces consultations, il a été préparé un projet de COSOP qui a été soumis pour observations à toutes les parties intéressées. Les 17 et 18 octobre 2002, une réunion des parties prenantes, à laquelle ont été représentés les organisations d'agriculteurs, la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) et le gouvernement, a eu lieu à Banjul pour passer en revue le projet de COSOP. Les recommandations formulées par les participants ont été intégrées à la version finale. La description de la pauvreté rurale et de la stratégie élaborée pour l'atténuer qui figure dans le COSOP est fondée sur le DSRP/SAP-II préparé par le gouvernement à la suite d'un long processus participatif.

#### II. SITUATION ÉCONOMIQUE ET SECTORIELLE ET SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE

##### A. Situation économique du pays

3. La Gambie<sup>1</sup> est un petit pays plat d'une superficie de 10 689 km<sup>2</sup> situé sur le littoral atlantique de l'Afrique de l'Ouest et bordé de trois côtés par la République du Sénégal. Le pays s'étend sur quelque 375 km et une largeur de 30 km en moyenne le long des rives de la Gambie. Avec une population totale de 1 336 000 habitants<sup>2</sup> et une densité de population de 121 habitants/km<sup>2</sup>, la Gambie est l'un des pays d'Afrique où la densité de population est la plus forte. Elle est également l'un des pays les plus pauvres du monde. Au regard de l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour 2001, la Gambie vient au 149<sup>ème</sup> rang sur

---

<sup>1</sup> Du point de vue administratif, la Gambie est divisée en deux municipalités - la capitale, Banjul et le conseil municipal de Kanifing - et cinq départements ruraux: département Ouest, département de la Basse Gambie, département de la rive Nord, département de la Moyenne Gambie et département de la Haute Gambie, subdivisés eux-mêmes en 35 districts et 1 870 villages.

<sup>2</sup> Estimation de 1999. La plupart des statistiques démographiques sont fondées sur le recensement de 1993. Un nouveau recensement doit avoir lieu en 2003.

161 pays avec un indicateur de 0,396. Le produit intérieur brut (PIB) est de 320 USD par habitant. Entre les recensements de 1983 et 1993, le taux d'accroissement démographique a été de 4,2% par an. Le taux d'accroissement naturel était de 2,9% et le taux d'accroissement dû à l'immigration de 1,3% du fait d'un afflux de réfugiés. À l'heure actuelle, le taux d'accroissement démographique est estimé comme étant compris entre 3% et 4% par an, et la population devrait doubler à nouveau au cours des 15 prochaines années. L'espérance de vie à la naissance est de 53 ans, contre 55 ans pour l'Afrique en moyenne. Le paludisme et l'incidence croissante du VIH/sida demeurent les plus sérieux problèmes de santé publique.

4. **La situation des femmes.** Il ressort d'une analyse (PNUD, 2001) de la situation des femmes de 18 à 49 ans que: a) il existe des inégalités en ce qui concerne la participation des femmes à la vie socio-économique; b) le taux d'alphabétisation des femmes n'est que la moitié de celui des hommes, en dépit d'une tendance à la hausse, ce taux étant passé de 21% à 25% pendant la période comprise entre 1991 et 1998; c) le taux de mortalité maternelle est élevé; d) les femmes n'ont guère accès à l'emploi dans le secteur structuré; et e) les femmes ne participent guère à la vie politique. Les problèmes spécifiques des femmes rurales sont les suivants: a) la productivité du travail des femmes est faible dans l'agriculture et l'horticulture; b) les femmes n'ont pas accès au crédit pour entreprendre des activités génératrices de revenus à petite échelle; c) les femmes n'ont pas de droit de propriété ou de contrôle sur la terre; et d) la charge de travail des femmes est disproportionnée dans le secteur agricole.

5. **Politique macroéconomique.** Depuis le milieu des années 80, la Gambie mène des politiques économiques qui mettent l'accent sur la stabilité macroéconomique, la libéralisation et le développement du secteur privé. En 1985, le gouvernement a lancé un ambitieux programme de redressement économique dans le but de réduire les dépenses publiques, de libéraliser les échanges, de désencadrer les prix intérieurs et d'éliminer les subventions. Ces mesures se sont également traduites par une nette réduction des dépenses publiques de santé et d'éducation, ce qui a eu de graves conséquences sur les groupes vulnérables. En 1990, il a été lancé un programme de développement durable pour élargir les résultats obtenus et pallier les effets socioéconomiques du programme de redressement économique. En 1998, le gouvernement a adopté une stratégie à long terme pour promouvoir un développement accéléré et durable, sur le thème "La vision globale de la Gambie à l'horizon 2020", pour transformer la Gambie en un pays à revenu intermédiaire. La stratégie à moyen terme de la Gambie est reflétée dans le DSRP/SAP-II. Le DSRP énonce la stratégie envisagée pour réduire la pauvreté et les modalités d'exécution du programme "Vision 2020". En 2000, les principaux critères de convergence macroéconomique visés dans le programme de développement durable ont été atteints. Le taux de croissance du PIB réel a atteint 5,3% entre 1998 et 2001, tandis que le taux d'inflation n'a cessé de diminuer pour tomber de 4,8% en décembre 1998 à 0,8% fin 2000. Le déficit budgétaire, à l'exclusion des subventions, est tombé à 3,6% en 2000, pendant que les réserves brutes ont atteint 6,8 mois d'importations de biens et de services et que le taux de change a été relativement stable.

6. Bien que la stabilité macroéconomique ait été rétablie, la pauvreté<sup>3</sup> en Gambie s'est aggravée pendant les années 90, par suite de chocs économiques, y compris le coup d'État de 1994, qui a affecté le tourisme et les apports d'assistance, la dévaluation du franc CFA au Sénégal et la baisse des cours mondiaux de l'arachide. En 1992, 34% de la population était considérée comme pauvre et 18% comme extrêmement pauvre. En 1998, ces chiffres étaient de 47% et 30% respectivement. Le DSRP/SAP-II souligne que "la nouvelle situation macroéconomique offre une occasion d'étudier le moyen pour les pouvoirs publics de consolider les résultats obtenus grâce aux programmes de stabilisation qui se sont succédé et de s'orienter vers une expansion qui profite aux pauvres". Pour réduire la pauvreté rurale, il est envisagé une large gamme d'interventions dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation et de la santé.

---

<sup>3</sup> Les données sont fondées sur les Enquêtes nationales sur la pauvreté des ménages de 1992 et de 1998.

7. **Allègement de la dette.** La Gambie est rangée dans la catégorie des pays pauvres très endettés et peut de ce fait bénéficier d'un allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative renforcée en faveur des PPTE, sous réserve de l'adoption d'un DSRP et de l'examen connexe des dépenses publiques. Selon l'initiative d'allègement de la dette, les fonds qui devraient être affectés au service des prêts et des crédits de la Banque mondiale pourraient être utilisés pour des investissements tendant à atténuer la pauvreté dans le pays. L'agriculture, la santé et l'éducation ont été identifiés comme étant les secteurs critiques dans lesquels il faut établir un ordre de priorité parmi les interventions pouvant bénéficier aux pauvres. En juin 2002, le Fonds monétaire international a approuvé un nouvel arrangement de trois ans au titre du Mécanisme pour la réduction de la pauvreté et la croissance. La Gambie a bénéficié de mesures intérimaires d'allègement de la dette de l'Association internationale de développement (IDA), de la Banque africaine de développement (BAfD) et du Fonds monétaire international.

8. **Décentralisation.** Le déroulement des élections présidentielles (octobre 2001), des élections à l'Assemblée nationale (janvier 2002) et des élections locales (avril 2002) a contribué à consolider la démocratie et à améliorer les relations avec les donateurs. Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour faire avancer le processus de décentralisation avec l'aide des donateurs afin de l'étendre au plan local et de promouvoir une approche de développement à assise communautaire. La décentralisation des attributions du gouvernement central au profit des départements et des administrations locales autonomes élues constitue un aspect important du SAP-II. Le Parlement a adopté une loi portant réforme de l'administration locale.

## B. Secteur agricole et développement rural: contraintes et options

9. Le secteur agricole est caractérisé par la production de cultures pluviales de subsistance (céréales secondaires, riz, manioc, etc.), des activités traditionnelles d'élevage, des cultures semi-commerciales d'arachide et de légumes, des cultures réduites de coton et un large sous-secteur de pêche artisanale. Le secteur de l'élevage représente 24% du PIB agricole, l'arachide 23%, les autres cultures 43%, la pêche 3% et la foresterie 3%. Le secteur agricole emploie 68% de la population active et constitue la seule source de revenus pour la majorité des ménages ruraux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

10. Il y a en Gambie 69 100 exploitations agricoles<sup>4</sup> et les terres cultivées couvrent 305 000 ha, soit 55% du total des superficies arables, de 558 000 ha. En 2001/02, la culture la plus commune est restée l'arachide, avec 45,5% de la superficie totale, suivie par le mil précoce (26,7%), le sorgho (8,6%), le maïs (5,6%), le mil tardif (5,3%), le riz de hautes terres (2,9%), le sésame (2,3%), le riz de bas-fond (2,3%) et le *findo*, céréale secondaire (0,1%). Les femmes cultivent le riz dans les basses terres et s'occupent des petits animaux et des potagers, tandis que les hommes cultivent les céréales secondaires et l'arachide sur les hautes terres. Ces dernières décennies, l'expansion de la production a été imputable principalement à l'augmentation des superficies cultivées tandis que les rendements ont stagné. L'augmentation des dimensions des petites exploitations est limitée par la disponibilité de travail manuel. Il importe par conséquent de mécaniser le travail des champs et les activités post-récolte ainsi que les activités de traitement. La Gambie n'a qu'une base de ressources naturelles limitée qui s'est considérablement dégradée ces dernières décennies. La baisse des précipitations, une culture trop intensive en l'absence d'intrants et de nutriments d'importance vitale, le surpavage, la demande accrue de bois de feu et des méthodes de labour peu appropriées se traduisent par une érosion et une dégradation des sols. Il est probable que les pressions démographiques, en obligeant à cultiver des terres plus marginales et à raccourcir les périodes de jachère, aggraveront sans aucun doute le problème de la fertilité des sols. La terre, de propriété généralement communale, est contrôlée surtout par les hommes, ce qui n'encourage pas la productivité de l'agriculture.

<sup>4</sup> Recensement agricole de 2001/02. Il y a environ 21 400 exploitants à Brinkama, 13 700 à Kerawan, 8 200 à Basse, 7 500 à Janjanbureh, 7 100 à Mansakonko, 6 850 à Kuntaur et 4 500 à Kanifing.

11. **Arachide.** L'arachide est la principale culture de rapport et d'exportation mais est un produit qui est également consommé par les ménages. La production, estimée à 151 000 t en 2000/01, a baissé de 2% par an pendant la période 1980-98. Elle se compose principalement d'arachide à huile, dont le prix est extrêmement instable. Du fait de la faiblesse des prix sur les marchés mondiaux, de l'apparition progressive de marchés libéralisés des intrants et des produits et de l'inachèvement du processus de privatisation, l'équilibre ne s'est pas rétabli dans le secteur de l'arachide après la libéralisation intervenue pendant les années 90. En termes relatifs, les agriculteurs ont réorienté leur production vers les céréales secondaires (mil précoce et tardif, maïs, sorgho et *findo*), dont la production est passée de 24 000 t en 1980 à 142 000 t en 2000, dont 79 000 t de mil précoce. Les rendements céréaliers sont plus élevés en Gambie que dans les pays voisins. Pendant les années 90, les superficies cultivées ont augmenté de 4,5% par an en moyenne en raison, principalement, de l'expansion des superficies semées de mil précoce. Les céréales secondaires resteront importantes pour les besoins de subsistance.

12. **Riz.** La Gambie jouit d'un avantage comparatif en ce qui concerne la riziculture de basses terres mais pas de hautes terres. Le coût des ressources internes au niveau de l'exploitation est de 0,35 pour la riziculture manuelle améliorée et l'agriculture irriguée dans les régions de marées, de 0,77 pour la riziculture traditionnelle inondée dans les zones de marées et de 1,14 pour la riziculture manuelle améliorée sur les hautes terres. La production totale de paddy a atteint 35 900 t en 2001/02, dont 11 600 t de riz de hautes terres, 10 900 t de riz de marais et 13 400 t de riz irrigué. La lente dépréciation de la monnaie accroît la compétitivité de riz d'origine locale.

13. La riziculture améliorée dans les régions de marées génère apparemment un rendement substantiel pour les agriculteurs et rémunère fort bien le travail familial. Les rendements du travail dans la riziculture améliorée des zones de marées varient entre 36 et 39 GMD par journée de travail, contre 13 à 17 GMD par journée de travail pour les céréales secondaires et le maïs et 16 à 21 GMD par journée de travail pour l'arachide. Les rendements de la riziculture irriguée à la pompe sont de l'ordre de 4 t, ceux de la riziculture pluviale améliorée d'environ 3 t et ceux de la riziculture pluviale traditionnelle d'environ 1,5 t. Il a été aménagé environ 6 500 ha de rizières irriguées. Le fonctionnement et l'entretien des systèmes d'irrigation à la pompe coûtent cher, et de tels systèmes ne sont guère viables étant donné les faibles rendements des rizières. La tendance récente consiste à développer la riziculture dans les zones de marées, dont la gestion est peu onéreuse et qui est abordable pour les petits producteurs. Dans le cadre du projet LADEP, il est prévu d'aménager 5 600 ha de rizières de basses terres et d'améliorer l'accès à 2 375 ha de marais intercotidaux sur la base d'une participation communautaire.

14. La riziculture de basses terres offre des possibilités intéressantes aux ruraux pauvres: a) le riz est un aliment de grande consommation et les ménages d'agriculteurs ne mangent que leur propre riz cultivé localement ("un ménage sans riz local est un ménage pauvre"); b) le riz de basses terres est moins vulnérable aux problèmes de fertilité des sols que le riz de hautes terres et est moins vulnérable à des conditions météorologiques défavorables que le blé et les céréales secondaires; c) la riziculture de bas-fond offre du travail et une source de revenus pour une proportion importante des femmes rurales; et d) il existe un réel potentiel de développement pour la plupart des activités artisanales postérieures à la moisson. Du fait de ces avantages, le riz pourrait contribuer à diversifier la production agricole. Cependant, il faut que le gouvernement mette en place un environnement propice pour améliorer la compétitivité du riz local.

15. **Horticulture.** Étant donné ses dotations naturelles, la Gambie jouit d'un avantage comparatif sur les marchés régionaux et internationaux d'exportation de produits horticoles. Au plan national, environ 60% des agriculteurs cultivent des tomates, des poivrons et du gombo, principalement pour la consommation familiale. L'horticulture plus spécialisée est concentrée dans la région périurbaine. Il existe deux types d'entreprises horticoles. La première catégorie comprend les exploitations commerciales qui produisent pour l'hôtellerie et les marchés d'exportation, dont certaines sous-traitent une partie de la production à des groupes de femmes. Les principales contraintes, pour ce type

d'exploitation, sont le coût élevé du fret aérien et la capacité limitée de transport par avion jusqu'aux marchés européens en comparaison des autres pays d'Afrique. La deuxième catégorie se compose des groupes féminins qui, dans les basses terres aux sols lourds et mouillés par les eaux souterraines (puits ouverts ou puits tubulaires), cultivent des légumes très divers sur de très petits lopins pour la consommation familiale ou la vente. Certains de ces groupes, autour de l'agglomération de Banjul, sont appuyés par les ONG et les services de vulgarisation. Les principales contraintes, pour ce type d'exploitation, sont des débouchés limités sur les marchés locaux et régionaux, qui les empêchent de produire beaucoup plus pour la vente. Les marchés internationaux et le secteur du tourisme local imposent des règles rigoureuses d'hygiène et de qualité. Parallèlement, les marchés locaux sont instables et contrôlés par des intermédiaires. De plus, les groupes de femmes ne produisent généralement qu'un seul type de légume et le récoltent en même temps, de sorte que les marchés sont immédiatement saturés. Les perspectives d'expansion de la production horticole au niveau des agriculteurs pauvres dépendent: a) de la disponibilité de terres appropriées et d'eau; b) de l'application de méthodes de culture appropriées, c) de la diversification de l'offre et des cultures non saisonnières; d) de l'existence d'une production contractuelle; et e) du contrôle de la qualité. Les agriculteurs pauvres ne pourront avoir accès à des débouchés plus stables que s'ils s'organisent en associations qui équilibrent l'offre et la demande et qui offrent un accès aux intrants.

16. **Élevage.** Il y a en Gambie 323 000 têtes de bétail,<sup>5</sup> 129 000 moutons, 228 000 chèvres et 586 000 volailles. La stratégie du gouvernement consiste à promouvoir la participation du secteur privé à la production et à la commercialisation de l'élevage afin de recommencer à exporter vers les autres pays de la sous-région. Les éleveurs considèrent les prix des bovins, des ovins et des caprins comme intéressants. Les bovins sont élevés principalement pour le prestige qu'apporte leur propriété, tandis que les petits ruminants et la volaille sont des sources d'économies et de revenus pour les ménages. Plus de 90% des exploitants ont des moutons et des chèvres et presque tous de la volaille. Les pratiques d'élevage demeurent fondées sur le pacage libre, qui a contribué à la dégradation du couvert végétal. La productivité de l'élevage est réduite. La production du secteur de l'élevage est limitée par: a) l'apparition fréquente de maladies; b) des pratiques d'élevage peu appropriées; et c) le manque d'aliments, de fourrage et d'eau potable. Le manque d'aliments nutritifs pour les animaux (notamment de maïs bon marché) limite les possibilités d'accroissement du cheptel, la capacité de charge du pays étant elle aussi limitée. Les campagnes de vaccination réalisées dans le contexte du projet RFCIP semblent avoir donné des résultats et ont eu un impact immédiat sur la sécurité alimentaire des ménages. Le succès et l'impact des lopins de culture intensive d'aliments pour le bétail organisés par l'International Trypanotolerance Centre (ITC) demeurent incertains. Le but de l'ITC, centre régional de recherche basé à Banjul, est de contribuer aux efforts d'améliorer la productivité et l'utilisation de l'élevage dans la région de l'Afrique de l'Ouest grâce à une exploitation optimale de la résistance génétique des espèces indigènes. Le Centre met au point des approches intégrées afin d'atténuer les contraintes qui entravent l'élevage de petits ruminants et la production laitière à petite échelle.

17. La production laitière dans les régions périurbaines est financièrement intéressante pour les petits exploitants mais, habituellement, les agriculteurs pauvres n'ont pas les moyens d'acheter des vaches laitières. Les produits laitiers sont habituellement vendus sur les marchés non structurés. Les marchés structurés sont dominés par les produits laitiers importés. L'élevage de volaille, de lapins et d'autres espèces à reproduction rapide pour la consommation familiale ou la vente sur les marchés ruraux sont des options intéressantes pour le renforcement de la sécurité alimentaire des ménages.

18. **Demande des consommateurs et commercialisation.** Il n'existe en Gambie qu'un seul grand marché urbain de consommation, à savoir l'agglomération de Banjul, qui est également un port de mer par lequel sont importés riz, blé, sucre, volaille, huile végétale et produits laitiers. À la différence d'autres pays plus vastes et plus enclavés, les agriculteurs gambiens doivent vendre sur leur principal marché urbain à des prix proches des cours mondiaux. Ne serait-ce que sur la base des avantages

<sup>5</sup> Recensement agricole de 2001/02.

comparatifs, il existe par conséquent des possibilités nombreuses dans les régions rurales, mais cet avantage comparatif diminue souvent, voire disparaît, lorsque les récoltes doivent être vendues dans l'agglomération de Banjul. L'expérience montre que, souvent, les agriculteurs ne peuvent pas vendre à des prix rémunérateurs le surcroît de production rendu possible par les interventions menées dans le cadre des projets. La capacité d'absorption des marchés auxquels ont accès les ruraux pauvres est limitée, et l'influence de ces derniers sur les marchés est réduite. L'on peut en conclure ce qui suit: a) il faut prévoir des interventions judicieuses sur des marchés spécialisés car les marchés se saturent rapidement; et b) les organisations d'agriculteurs devraient être associées à la planification des interventions dans les domaines de la production et de la commercialisation (négociations avec les fournisseurs d'intrants et les acheteurs de produits, organisation de systèmes de production, production contractuelle, services adaptés de vulgarisation, contrôle de la qualité, etc.). Sur la plupart des marchés spécialisés, il conviendra d'adopter de préférence une approche souple axée sur la demande. Les circuits de distribution des principales denrées alimentaires (riz, céréales secondaires et maïs) ainsi que des noix de cajou et des petits ruminants permettent des interventions de plus grande envergure sans risque de distorsion des marchés.

19. Le Sénégal offre des débouchés intéressants pour les exportations de céréales secondaires, de petits ruminants et d'arachide, mais seulement pendant les périodes de pénurie sur les marchés sénégalais.

20. **Politique et institutions agricoles.** Une stratégie rurale pour la réduction de la pauvreté, qui doit compléter le SAP-II, est en cours d'élaboration. Les priorités du gouvernement dans le secteur de l'agriculture sont les suivantes: a) gestion de la maîtrise des eaux; b) préservation de la fertilité des sols; c) recherche et vulgarisation; et d) financement rural et microfinancement. En outre, le gouvernement a proposé une double approche consistant, d'une part, à veiller à ce que les agriculteurs pauvres aient accès aux intrants et aux marchés et, de l'autre, à aider les agriculteurs, et surtout les femmes, à accroître leurs revenus en leur fournissant des informations et des conseils. Le Ministère de l'agriculture, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a préparé au début de 2001 un projet de Cadre conceptuel pour un programme d'appui au secteur rural. La réunion de parties prenantes au programme d'appui au secteur rural a confirmé les composantes ci-après: a) renforcement des capacités des prestataires de services agricoles; b) assistance à la société rurale; c) développement de l'infrastructure rurale; et d) appui au Ministère de l'agriculture.

21. Un examen des dépenses publiques consacrées au développement de l'agriculture et au développement rural, qui met en relief les priorités en matière de dépenses, a été élaboré en 2002. La part de l'agriculture dans les dépenses budgétaires récurrentes ne cesse de diminuer et est tombée de 15,2% en 1978/79 à 3,5% en 1994/95 et à 3% en 2001/02. Pendant la période 1995-2000, l'agriculture a représenté en moyenne 23% du total des dépenses de développement, bien que celles-ci aient été couvertes presque exclusivement au moyen de dons et de prêts de l'extérieur.

22. Le DSRP/SAP-II met en relief l'importance d'axer les services de vulgarisation agricole sur les besoins des pauvres et d'en améliorer l'efficacité et de faire en sorte que la recherche agricole soit adaptée aux besoins des usagers. Les ressources allouées aux services de vulgarisation sont extrêmement insuffisantes eu égard aux programmes de travail qu'ils sont censés mener à bien. Les subventions à la recherche provenant du budget des dépenses de fonctionnement de l'État servent presque exclusivement à payer les salaires. Les activités de recherche sont financées principalement dans le cadre de programmes internationaux de recherche et de projets comme le LADEP et le RFCIP. Trois changements sont en cours dans les services de vulgarisation: a) l'unification progressive de ces services; b) la déconcentration des responsabilités en matière de services de vulgarisation des autorités centrales (Ministère de l'agriculture) au profit des conseils départementaux locaux; et c) la transformation en services de vulgarisation orientés vers les petits exploitants en participation avec les parties prenantes locales. Le FIDA devrait identifier une nouvelle approche d'appui aux activités de recherche et de vulgarisation, les tentatives précédentes n'ayant pas donné les résultats escomptés.

### C. La pauvreté rurale: contraintes et options

23. En 1998, 47% de la population gambienne vivait dans la pauvreté et 30% dans la pauvreté extrême. La pauvreté est essentiellement un phénomène rural, et 50% environ de la population rurale est pauvre. Quelque 35% des ménages ruraux vivent au-dessous du seuil de déficit alimentaire, contre 15% en milieu urbain et 4% dans l'agglomération de Banjul. La rapidité de l'urbanisation implique un risque de dégradation de la pauvreté urbaine. Généralement, les femmes sont encore plus pauvres que les hommes et les populations rurales disent être plus pauvres pendant la saison des pluies. La faim est particulièrement fréquente au plus fort de la saison des pluies (juillet-septembre), lorsque les stocks de produits alimentaires des ménages sont réduits et qu'il faut beaucoup travailler et que les ménages doivent dépenser davantage en soins de santé (du fait de la menace que représente le paludisme) et en frais de scolarité. Environ 91% des groupes extrêmement pauvres et 72% des pauvres travaillent dans l'agriculture. Ce secteur est par conséquent celui dans lequel il faut investir en priorité pour renforcer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté.

24. Les causes de la pauvreté rurale sont: a) la dégradation de la fertilité des sols, déjà réduite, b) la faible productivité de l'agriculture et de la main-d'oeuvre, c) le manque d'accès aux avoirs productifs (terre, eau), d) le dysfonctionnement des marchés des intrants et des produits, e) la faiblesse des cours mondiaux des produits, particulièrement de l'arachide et des brisures de riz thaï, f) le dysfonctionnement des institutions rurales (notamment de crédit) et le manque de services sociaux de base, et g) des rendements agricoles dont les fluctuations atteignent jusqu'à 40%, selon les conditions météorologiques. Les agriculteurs pauvres sont enfermés dans un cercle vicieux: répugnance à prendre des risques du fait de leur pauvreté, faible utilisation d'intrants, faible productivité et faibles revenus. Les programmes d'ajustement structurel ont ajouté un problème supplémentaire, à savoir le coût élevé des intrants agricoles et l'incertitude des marchés des produits, qui ralentit l'adoption, tout au moins temporairement, des innovations technologiques. Les ruraux pauvres sont généralement forcés de produire pour l'autoconsommation et ne vendent d'excédents éventuels qu'à des prix décevants. Les cultivateurs d'arachide sont, et de loin, le groupe socioéconomique parmi lequel l'incidence de la pauvreté est la plus forte (DSRP, 2002). L'impact des efforts entrepris pour diversifier la production agricole demeure limité.

25. La répartition géographique de la pauvreté est inégale: son incidence est la plus forte dans les régions productrices d'arachide. L'incidence de la pauvreté est d'environ 65% dans les départements de la Rive nord, de la Haute Gambie et de la Basse Gambie, de 45 à 55% dans le département de l'Ouest et dans celui de la Moyenne Gambie.

### D. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

26. Le gouvernement a élaboré une première Stratégie de lutte contre la pauvreté rurale (SAP-I) pendant la période 1991-94 pour faire face à l'absence d'amélioration des niveaux de vie en dépit de la croissance obtenue grâce au programme de redressement économique et au programme de développement durable. Les quatre grands axes du SAP-I étaient les suivants: a) amélioration de la capacité productive des populations; b) amélioration de l'accès aux services sociaux et de l'efficacité de ces derniers; c) renforcement des capacités au niveau local; et d) promotion des processus participatifs de communication. Un bureau de coordination du SAP a été constitué pour coordonner toutes les interventions sous l'égide du Ministère des finances et des affaires économiques. L'impact du SAP-I a été limité en raison des chocs économiques extérieurs et de la dégradation des relations avec la communauté internationale des donateurs.

27. Le gouvernement a élaboré une deuxième Stratégie de réduction de la pauvreté (SAP-II), qui est également le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, après un large processus de consultation qui a commencé en octobre 2000. La version finale du SAP-II a été présentée à la sixième Table ronde des donateurs, qui a eu lieu à Genève (Suisse) en septembre 2002. Le SAP-II

prévoit une double approche pour parvenir à l'objectif à long terme. D'une part, des interventions spécifiques seront menées dans trois secteurs clés pour réduire la pauvreté. De l'autre, l'expansion économique devra générer les recettes nécessaires pour rendre possible ces interventions. Le plan sur lequel repose le SAP-II consiste à autonomiser les communautés pour qu'elles puissent faire face à leurs propres besoins de développement, notamment grâce à un fonds de développement social. Les domaines d'intervention prioritaires sont l'agriculture, l'éducation, la santé, certaines infrastructures et la promotion des petites entreprises. Les aspects transversaux de ce plan sont: a) l'importance qu'il y a à autonomiser les femmes et à élargir leur accès à la terre dans les régions rurales; b) la dégradation de l'environnement; et c) le VIH/sida. Cette approche va dans le sens de la stratégie d'intervention du FIDA au plan régional.

### III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA EN GAMBIE

#### A. Projets en cours et projets passés

28. À ce jour, le Fonds a financé en Gambie six projets, dont quatre ont été entrepris sur l'initiative du FIDA et deux sur celle de la Banque mondiale/Association internationale de développement. Cinq projets ont été cofinancés avec d'autres donateurs. Depuis 1982, le montant total des engagements et des décaissements du Fonds a représenté 30,4 millions de USD, pour un coût total de projets de 90 millions de USD. Tous les projets ont été axés sur l'agriculture et ont eu pour but général d'atténuer la pauvreté rurale en renforçant la sécurité alimentaire des ménages, spécialement parmi les petits agriculteurs et les femmes.

29. Le **Projet destiné aux petits exploitants de Jahaly et Pacharr (JPSP)** a été entrepris sur l'initiative du FIDA et cofinancé par la BAfD. Il a été le premier de trois projets appuyés par le Fonds pour développer la riziculture de basses terres (voir également le projet de petits ouvrages de maîtrise des eaux et le projet LADEP), qui est traditionnellement une activité féminine. Le JPSP a réussi à accroître les rendements et la production totale, et ce au-delà des estimations faites lors de l'évaluation prospective. Cependant, la forte mécanisation sur laquelle reposait le JPSP n'a pu être maintenue lorsque le gouvernement a cessé de subventionner les intrants agricoles à la suite de ses mesures de libéralisation. Les opérations villageoises d'épargne et de crédit, comme les mutuelles villageoises d'épargne et de crédit (MVEC), les groupes d'usagers des eaux et les campagnes d'alphabétisation fonctionnelle ont apporté la preuve de leur potentiel pendant l'exécution du projet.

30. Le **Deuxième projet de développement agricole** a été entrepris sur initiative de la Banque mondiale (18,7 millions de USD) et cofinancé par le FIDA (5,0 millions de USD). Ce projet, qui avait pour cible le département de la Moyenne Gambie, avait pour but: a) de réorganiser le Ministère de l'agriculture; b) de renforcer les services de vulgarisation et de recherche agricoles et de multiplication de semences, et c) d'appuyer le développement de l'Union coopérative gambienne, qui s'occupait de distribuer des intrants et d'accorder des crédits de campagne. Le groupe cible était les cultivateurs d'arachide des hautes terres.

31. Le **Projet de petits ouvrages de maîtrise des eaux**, mené sur l'initiative du FIDA (3,6 millions de droits de tirage spéciaux), a reflété les enseignements retirés des projets précédents. Le projet a notamment eu pour résultats une amélioration des routes d'accès, une augmentation des rendements des rizières, le renforcement de la sécurité alimentaire et une participation communautaire accrue. Les femmes ont été les principales bénéficiaires des services du projet, bien que peu ait été fait pour améliorer leurs conditions de vie grâce à du matériel qui aurait pu alléger leur travail, à des activités génératrices de revenus ou à la fourniture de crédit.

32. Le **Projet de services agricoles**, entrepris sous l'initiative de la Banque mondiale/l'Association internationale de développement (17,1 millions de USD) et cofinancé par le

Fonds (3,6 millions de USD), avait pour but d'accroître la production agricole et les revenus ruraux en renforçant les services de vulgarisation agricole, de recherche adaptative et d'éducation ainsi qu'en rationalisant la gestion des ressources naturelles. Il a également été entrepris dans le cadre du projet de mettre en place des services financiers ruraux viables. Bien que le projet ait eu une envergure nationale, les fonds du FIDA ont été affectés aux activités menées au niveau des communautés dans le département de la Moyenne Gambie. Le FIDA a financé des activités pilotes réussies, dont des campagnes d'alphabétisation fonctionnelle, la constitution d'associations d'usagers des eaux, l'introduction de technologies de nature à faciliter le travail dans les rizières, la formation d'entrepreneurs de village et l'appui au développement grâce au renforcement des six MVEC existantes et à la promotion de 15 nouvelles MVEC ainsi que d'un fonds villageois de développement pour les activités communautaires d'auto-assistance et le développement social. L'on a constaté que l'utilisation de groupes villageois (*kafos*) comme points d'entrée était plus efficace qu'un travail avec les exploitants individuels ou des groupes de contact *ad hoc*. Le projet n'a pas réussi à renforcer les services d'appui aux recherches agricoles, qui continuent d'être affectés par des problèmes opérationnels.

33. Le **Programme de développement agricole des basses terres (LADEP)**<sup>6</sup> (11,7 millions de USD) a été entrepris sur l'initiative du FIDA avec un cofinancement de la BAfD. La première phase de ce programme de 20 ans tendant à appuyer le développement communautaire durable des basses terres au moyen de technologies simples et d'activités d'auto-assistance doit durer huit ans. Le programme a commencé en mai 1997. Il compte aider les communautés d'agriculteurs à réguler les inondations d'eau saline ou les ruissellements d'eau de mares grâce à la construction de digues et de déversoirs pour l'irrigation des rizières. En outre, il s'agit d'améliorer l'accès aux marais intercotidaux grâce à l'aménagement de ponts et de passerelles. Les technologies adoptées ont toutes été mises à l'épreuve lors de projets précédents. Les groupes cibles prioritaires sont les riziculteurs traditionnels des marais et des zones de marées, qui sont surtout des femmes. Le projet est axé sur les besoins des bénéficiaires, et les activités sont fondées sur la participation communautaire, ce pour quoi il est dispensé une formation appropriée. L'aspect novateur de l'exécution du projet est le recours aux prestataires de services (gouvernement, secteur privé, ONG) sur une base contractuelle. Une évaluation participative d'impact, réalisée en décembre 2000, ainsi que l'examen à mi-parcours, en juillet 2002, ont confirmé que le LADEP est un programme viable et efficace dont les perspectives de pérennité sont bonnes.

34. Le **Projet de financement rural et d'initiatives communautaires (RFCIP)**<sup>7</sup> est un projet novateur du FIDA, dont le budget est de 10,6 millions de USD. Il a été entrepris en juillet 1999 et doit durer six ans. Son objectif général est de renforcer la sécurité alimentaire et de relever le revenu des ménages agricoles ruraux. Le projet, axé sur les besoins des bénéficiaires, est fondé sur l'application d'une approche participative pour toutes les activités préparatoires ainsi que pour l'exécution. Son but est la création, au moyen d'un appui à la construction et de la fourniture de crédit, de quelque 80 MVEC, ainsi qu'une augmentation substantielle de la production de légumes, de manioc et de céréales grâce à la fourniture de services de vulgarisation et d'un appui financier aux groupes d'agriculteurs. Le principe qui sous-tend les MVEC est l'établissement d'un lien entre les services d'épargne et de crédit dans le cadre d'une banque appartenant aux villages et gérée par eux. Après avoir été lancé dans le contexte de projets appuyés par le Fonds, le concept de MVEC est maintenant encouragé aussi par d'autres donateurs, de sorte qu'il s'étend peu à peu à l'ensemble du pays.

35. L'examen à mi-parcours du RFCIP, réalisé en décembre 2002, est parvenu à la conclusion que: a) le projet avait donné de fort bons résultats, la majorité des objectifs matériels ayant été atteints; b) les aspects de politique générale et de réglementation concernant le développement des services de microfinancement avaient bien avancé grâce au solide appui fourni pendant toute l'exécution du projet; et c) les montants décaissés et les taux de remboursement des crédits ruraux

---

<sup>6</sup> Un examen à mi-parcours a eu lieu en juillet 2002.

<sup>7</sup> Un examen à mi-parcours a eu lieu en décembre 2002.

étaient tout à fait satisfaisants. À mi-chemin du projet, près de la moitié du prêt avait été décaissée. La mission qui a réalisé l'examen à mi-parcours n'a pas jugé nécessaire d'apporter de changements majeurs à la conception du projet ni aux buts et objectifs d'ensemble.

36. Le FIDA finance, indépendamment des opérations de prêts, un programme réalisé avec l'Association des agricultrices gambiennes, dont le but est de promouvoir l'autonomisation économique et sociale des agricultrices.

## **B. Enseignements retirés**

37. Une des caractéristiques positives de tous les projets appuyés par le FIDA en Gambie a été l'inclusion d'opérations pilotes novatrices pouvant être reproduites à plus grande échelle. Le Fonds a ainsi accumulé des connaissances qui ont réduit le risque d'échec lors de projets futurs. Dans le passé, l'on a mis à l'essai et adapté des activités pilotes très réussies, par exemple le concept de MVEC, l'accès aux zones de marées et la gestion de l'eau pour la culture du riz de marais et de basses terres ainsi que les groupes communautaires d'auto-assistance, qui sont devenues des modèles dont on s'est inspiré pour de nouveaux projets (comme les projets LADEP et RFCIP). À l'avenir, il conviendra également, de préférence, d'introduire des technologies et approches nouvelles d'après une phase pilote de mise à l'essai et d'adaptation.

38. À mesure qu'ils se sont succédé, les projets du FIDA en Gambie ont été axés davantage sur les besoins des bénéficiaires et sur les méthodes participatives de planification et d'exécution, ce qui en a amélioré l'efficacité, l'efficacité et la pérennité. Les *kafos* de village traditionnels semblent être un point d'entrée efficace étant donné qu'ils sont caractérisés par une forte cohésion et par la capacité de mobiliser les éléments vulnérables des populations locales.

39. Le suivi et l'évaluation d'impact ont été des maillons plus faibles du cycle de projets du FIDA en Gambie. Il est certes utilisé des indicateurs de produits, mais les indicateurs de résultats opérationnels sont rares. Dans le cas du LADEP, cela est imputable en partie à la tendance de l'institution coopérante à mettre l'accent sur le suivi des intrants et des produits plutôt que sur l'évaluation d'impact. Il importe de renforcer d'urgence la collecte de données sur les résultats des projets afin de pouvoir s'en servir pour concevoir les autres prêts qui doivent être accordés pour les deux projets en cours.

40. Par le passé, les technologies à forte intensité de capital utilisées pour cibler les agriculteurs les plus pauvres ne se sont pas avérées viables après la phase du projet, notamment du fait de la transformation de l'environnement macroéconomique provoquée par les programmes d'ajustement structurel et de libéralisation. Il faut sélectionner soigneusement les technologies, le matériel et les stratégies d'application étant donné que l'environnement macroéconomique dans lequel opèrent les agriculteurs pauvres est plus compétitif et plus risqué aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 15 ans. L'amélioration progressive des systèmes traditionnels de culture extensive (par exemple la riziculture) paraît être efficace dans le contexte actuel.

41. Les MVEC lancées par le Ministère de l'agriculture dans le cadre du projet JPSP sont un support approprié pour fournir des services financiers ruraux aux petits exploitants et aux petites entreprises rurales. Les approches axées sur la demande de services sont manifestement plus efficaces que celles qui sont axées sur l'offre.

42. La création d'un département du microfinancement au sein de la Banque centrale afin de superviser l'application des politiques et réglementations touchant le microfinancement en Gambie a constitué une réalisation majeure. Le processus de réglementation du secteur du microfinancement devrait être encouragé. En outre, le gouvernement devrait élaborer une politique d'ensemble touchant le microcrédit. Par ailleurs, il faudrait encourager la coordination, au plan national et au niveau des donateurs, des activités concernant le microfinancement.

43. Les concepteurs des projets RFCIP et LADEP ont opté pour l'innovation organisationnelle, à savoir une unité restreinte et relativement indépendante d'appui aux projets responsable des agents d'exécution contractuels. Les représentants sur le terrain ont un petit bureau et des moyens de transport et sous-traitent les activités. L'unité d'appui au projet joue un rôle de facilitation et fournit des ressources financières et techniques nécessaires pour compléter les efforts et les contributions du groupe cible. La première impression qui se dégage de cette approche – qui devra être confirmée lors de l'examen à mi-parcours – est positive.

44. Un certain nombre de points importants concernant l'utilisation de prestataires de services sur une base contractuelle méritent de retenir l'attention: a) la Gambie est un petit pays, de sorte que les organismes chargés de l'exécution de tâches spécifiques ne se font guère concurrence, voire pas du tout, ce qui se traduit parfois par des résultats qui pourraient être meilleurs; b) il faudrait suivre le coût, eu égard à leur efficacité, des activités des prestataires de services, étant donné que cela constituera un élément clé dans la détermination de l'impact financier et économique des activités de microcrédit; en effet, le coût des prestataires de services demeure élevé en comparaison de la capacité contributive des institutions de microfinancement; et c) si possible, les prestataires de services ne devraient pas être identifiés au stade de la formulation du projet afin de ne pas préjuger de la procédure de sélection (par appels d'offres) pendant la phase opérationnelle. En ce qui concerne les MVEC, le Département du microfinancement a établi un système d'évaluation des performances et de classement des mutuelles, ce qui s'est traduit par une amélioration générale de leurs performances. Le recours à des prestataires de services contractuels dans le domaine du microfinancement a été une expérience positive. Les lignes de crédit accordées dans le cadre du projet RFCIP sont très bien gérées.

45. Bien que les projets du FIDA aient comporté des éléments de vulgarisation et de recherche agricoles depuis de nombreuses années et aient reposé sur des approches différentes (du point de vue du financement, de la sous-traitance, etc.), il n'a pas encore été identifié de modèle optimal d'utilisation de ces services pour aider les groupes cibles. Il faudra poursuivre les essais.

46. Essentiellement, les sols agricoles en Gambie peuvent être subdivisés en deux catégories: ceux des hautes terres et ceux des basses terres. Par le passé, le projet LADEP a joué un rôle de premier plan dans le développement des basses terres. L'un des points faibles de l'approche qui est à la base de ce projet est l'absence d'interventions dans les hautes terres adjacentes, de sorte que l'érosion des sols n'y est pas maîtrisée. La stratégie du gouvernement consiste, dans les hautes terres, à diversifier l'agriculture, actuellement dominée par l'arachide. Bien que quelques activités pilotes intéressantes (vaccination du bétail, culture intensive à petite échelle d'aliments pour les animaux) aient été réalisées dans le cadre du projet RFCIP, il faudra mettre à l'épreuve d'autres options de diversification dans les hautes terres adjacentes.

#### **IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA**

##### **A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés**

47. Les quatre objectifs stratégiques des interventions du FIDA, tels qu'ils sont décrits dans la stratégie régionale du Fonds pour l'Afrique de l'Ouest, sont les suivants: a) renforcer la capacité des ruraux pauvres et de leurs organisations et orienter davantage vers les pauvres les politiques et institutions de développement rural; b) accroître la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles et améliorer l'accès aux technologies; c) accroître les revenus ruraux en améliorant l'accès aux capitaux et aux marchés financiers; et d) réduire la vulnérabilité des moyens de subsistance ruraux aux principales menaces. Le créneau stratégique du Fonds correspond à la stratégie de réduction de la pauvreté en général et de la pauvreté rurale du gouvernement (DSRP/SAP-II). Les interventions futures du FIDA seront axées sur les composantes du SAP-II envisageant des interventions directes au

niveau des communautés: a) assistance à la société rurale et b) appui aux organisations d'agriculteurs (y compris dans le domaine du financement rural).

48. Les trois principales approches transversales appliquées à la conception et à l'exécution des interventions du Fonds sont les suivantes: a) gestion des ressources par les femmes; b) participation accrue; et c) l'exploitation des savoirs locaux. Ces éléments sont présents dans les interventions en cours (LADEP, RFCIP) et constitueront également la base des interventions futures.

49. Étant donné les considérations susmentionnées et les enseignements tirés des projets passés et en cours, ainsi que les possibilités qui s'offrent, les principales orientations stratégiques de l'intervention du FIDA en Gambie seront: a) consolidation et poursuite des activités réussies du Fonds (microcrédit, auto-assistance communautaire, développement de la riziculture dans les basses terres, etc.) au moyen de nouveaux prêts; b) inclusion d'éléments novateurs ayant donné de bons résultats pendant la phase pilote; c) utilisation d'activités pilotes pour mettre à l'essai de nouvelles approches qui pourraient être répétées à plus grande échelle en Gambie; et d) renforcement des organisations d'agriculteurs et des organisations à assise communautaire.

50. Comme les interventions du Fonds sont d'ampleur relativement réduite en comparaison de celles des autres donateurs et des institutions financières internationales, le FIDA mettra l'accent sur des activités pouvant être répétées à plus grande échelle car il peut jouer un rôle de direction et exercer un effet de levier pour attirer d'autres donateurs. La création de partenariats stratégiques avec d'autres donateurs est un aspect de cette stratégie.

## **B. Principales perspectives d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets**

51. Les causes de la pauvreté auxquelles on peut s'attaquer par le biais d'interventions du FIDA sont: a) celles qui sont liées à la terre en tant qu'avoir productif (rendements, dépendance à l'égard des conditions météorologiques, fertilité des sols, érosion, accès à la terre) peuvent être atténuées grâce au développement de l'agriculture dans les basses terres fertiles et les hautes terres adjacentes; b) la diversification des activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus permettra d'atténuer celles qui sont liées à la faiblesse des prix et au dysfonctionnement des marchés des produits; et c) celles qui ont trait au manque de développement des institutions et des services ruraux peuvent être résolues grâce au développement des communautés et des services (notamment de crédit).

52. **Gestion intégrée des bassins versants.** Cette option implique le développement de la riziculture dans les basses terres et la mise en oeuvre d'interventions complémentaires articulées autour de cet objectif principal, notamment le développement des hautes terres adjacentes, le microfinancement, la diversification et le développement communautaire.

53. Le groupe cible du projet LADEP continue de demander de nouvelles activités de gestion de la régulation de l'eau et d'aménagement de voies d'accès aux marais intercotidaux, approche qui a apporté la preuve de son efficacité et de son efficacité et qui offre des possibilités d'expansion. L'assistance fournie dans les basses terres dans le cadre du projet LADEP complète directement celle des autres donateurs. Le Fonds koweïtien, le Fonds taïwanais, la BAfD et les programmes d'assistance de l'Indonésie et de la Chine interviennent dans la zone intercotidale irrigable du fleuve Gambie. Le LADEP ne prévoit qu'une composante d'aménagement de voies d'accès aux marais intercotidaux dans la zone irrigable, mais aide également la population en amont au moyen de programmes de gestion de l'eau et, en aval, de programmes d'accès aux marais intercotidaux et de gestion de l'eau.

54. **Financement rural.** Le FIDA, conjointement avec le Ministère de l'agriculture, devrait continuer de jouer un rôle de premier plan dans le développement du financement rural et du microfinancement, notamment en ce qui concerne la réglementation et les politiques générales et la coordination avec les donateurs. En tant que stratégie de retrait progressif de l'appui du FIDA dans le secteur du financement rural, un appui supplémentaire pourrait être fourni dans l'ensemble du pays

pour accélérer la croissance organique des MVEC en mettant l'accent sur: a) le renforcement des capacités et l'autonomisation dans le domaine de la gestion; b) l'intégration des cinq réseaux de MVEC (liés aux cinq prestataires de services); c) la formation progressive d'un organisme faitier; et d) le renforcement de la viabilité financière. L'augmentation du nombre et le renforcement des MVEC revêtiront une importance secondaire après l'achèvement du projet RFCIP, mais ne sont pas exclus. La demande de services de microfinancement dans les communautés rurales demeure forte, tandis que les structures existantes sont encore fragiles et lourdement tributaires des prestataires de services externes en matière de soutien et de conseils de gestion.

55. **Diversification des sources de revenus agricoles et non agricoles.** La composante développement communautaire (fonds de partenariat avec les agriculteurs, renforcement des capacités des *kafos*) offre une occasion de mettre à l'épreuve sur une base pilote des modèles de diversification, de création d'entreprises et de commercialisation. Ces interventions sont vivement recommandées par les parties prenantes. Il faudra sélectionner soigneusement un nombre limité d'enveloppes et d'interventions. D'une part, l'appui apporté à des marchés spécialisés au niveau des départements a souvent entraîné une offre excessive et une baisse des prix, ce qu'il y a lieu d'éviter. D'un autre côté, si l'on veut qu'elle ait un impact significatif, toute intervention doit être axée seulement sur un nombre limité de sous-secteurs à potentiel élevé. Les noix de cajou, par exemple, constituent une option intéressante car: a) 24% des ménages ruraux possèdent des anacardières; b) il existe une demande internationale; et c) il existe déjà en Gambie des circuits de commercialisation utilisés par les acheteurs de la Guinée-Bissau. En outre, il est peu probable qu'une surproduction nationale entraîne un effondrement des prix sur les marchés. Une autre option est la mécanisation à petite échelle de la production et du traitement de paddy, tâche principalement réalisée par des femmes.

56. **Le renforcement des organisations d'agriculteurs** est une nécessité dans un contexte de démocratisation, de décentralisation et de libéralisation. Les associations d'agriculteurs pourraient jouer un rôle actif dans la mise en place des structures de production et des circuits de commercialisation (organisation de groupes de producteurs et de services de vulgarisation, équilibrage de l'offre et de la demande, identification des acheteurs, suivi des contrats de commercialisation, etc.). En outre, elles devraient être associées étroitement à la définition des besoins en matière de vulgarisation et de recherche. Il importe de renforcer les capacités dans ces domaines (alphabétisation fonctionnelle, éducation adéquate des membres des associations, voyages d'études dans la région, etc.). Il ne faudra pas perdre de vue non plus que le groupe cible du FIDA est souvent sous-représenté au sein des associations existantes d'agriculteurs. Il conviendra de resserrer la coordination entre les donateurs étant donné que la fourniture d'un appui direct aux organisations d'agriculteurs devient peu à peu un thème brûlant parmi la communauté des donateurs. La plupart des associations d'agriculteurs sont jeunes et n'ont qu'une capacité d'absorption financière limitée.

57. **VIH/sida.** Il ressort de quelques petites enquêtes locales qu'en 1997, le taux de séropositivité était compris entre 1% et 4%, contre 0,1% en 1990. Une campagne de sensibilisation au sida pourrait être organisée à l'intention des groupes communautaires devant participer aux interventions en cours et futures du FIDA. Sa réalisation pourrait être sous-traitée à des prestataires de services locaux.

58. La recherche adaptative est un outil mais n'est pas un objectif de la stratégie du FIDA. La composante s'intégrera dans cette stratégie.

### C. Possibilités de partenariat avec des ONG et le secteur privé

59. À l'avenir, l'on aura largement recours, pour l'exécution des projets, aux ONG,<sup>8</sup> aux groupes et organisations communautaires, aux associations d'agriculteurs, aux organismes sectoriels et aux institutions financières ayant l'expérience des opérations au niveau des villages. Ces partenaires seront

---

<sup>8</sup> Une soixantaine d'ONG appartiennent à l'Association des organisations non gouvernementales, confédération volontaire créée en 1983.

sélectionnés sur la base de leurs qualifications et de leurs capacités spécifiques et l'exécution des activités et des projets leur sera alors sous-traitée. Si des programmes et matériels de formation ne sont pas disponibles, il faudra fournir une assistance pour en préparer. Toutefois, le but du FIDA est d'autonomiser les ruraux pauvres plutôt que de renforcer la capacité des ONG. En outre, les associations d'agriculteurs pourront jouer le rôle non seulement d'exécutants mais aussi de partenaires au niveau du terrain, ce qui devrait accélérer le processus d'orientation des activités vers la demande et les mécanismes participatifs. Les ONG et les organisations à assise communautaire ont déjà montré qu'elles peuvent rapidement améliorer leurs capacités.

60. Il existe en Gambie une longue tradition d'organisations à assise communautaire, les *kafos*. Ces organisations polyvalentes ont une direction structurée, des règles que doivent respecter leurs membres et des objectifs bien définis. En ayant recours aux *kafos*, l'on peut fournir une assistance directe aux ruraux pauvres dans le cadre d'une stratégie à moyen terme fondée sur les principes de participation, de durabilité et d'efficacité par rapport au coût. Eu égard à l'expérience acquise dans le cadre du projet RFCIP, il sera formulé des recommandations touchant le rôle futur des *kafos* dans les interventions du Fonds.

61. Il est recommandé, pour l'avenir, d'établir des liens de collaboration avec l'Association nationale des agricultrices. Cette association regroupe 72 associations indépendantes de cultivatrices de sésame de l'ensemble du pays. Ses objectifs sont les suivants: a) accroître la production de sésame et promouvoir un traitement en vue d'ajouter de la valeur; b) appuyer l'organisation de groupes d'auto-assistance; c) faciliter l'accès à des débouchés fiables; et d) mobiliser l'épargne et le crédit.

62. En outre, il faudra envisager de mobiliser comme partenaire la Fédération nationale des agriculteurs, qui regroupe différentes associations professionnelles (riziculteurs, apiculteurs, producteurs de noix de cajou, pêcheurs, etc.).

63. Le FIDA finance un don d'assistance technique à l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) en vue de la distribution de variétés de "Riz nouveau pour l'Afrique" (NERICA). L'ADRAO collabore déjà avec le projet LADEP dans ce domaine. Un don d'assistance technique à l'ITC/Institut international de recherches sur le bétail est également en préparation pour appuyer des recherches adaptatives sur le bétail. Une étroite collaboration avec ces deux institutions est recommandée pour l'avenir.

#### D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions

64. En 1999, le montant total de l'assistance extérieure à la Gambie a atteint 92,3 millions de USD, soit 66,5 USD par habitant, contre 63,7 millions de USD en 1998. Les partenaires multilatéraux ont fourni 62,8 millions de USD, les donateurs bilatéraux 16,2 millions de USD et les ONG 13,6 millions de USD. En tout, 9,9 millions de USD, soit environ 11% de l'assistance extérieure, ont été déployés dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. Le FIDA et la BAfD sont devenus les principaux donateurs dans le secteur agricole, et plus particulièrement dans les domaines du financement rural et de l'agriculture de basses terres.

65. Les **donateurs et banques de développement arabes** (Organisation des pays exportateurs de pétrole, Banque islamique de développement, Fonds koweïtien, Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique, Jamahiriya arabe libyenne) sont actifs dans les secteurs des transports, de la valorisation des ressources humaines et de la santé.

66. L'**Union européenne**, par l'entremise du huitième Fonds européen de développement (FED), fournit un appui axé sur la décentralisation (renforcement des capacités, fonds pour le développement des départements, établissement de priorités) et le développement rural, y compris l'élaboration d'une politique du microcrédit, la réforme du secteur de l'arachide, la recherche (ITC) et la vulgarisation agricoles, l'infrastructure rurale et la remise en état des routes rurales. L'Union européenne a assumé

un rôle de premier plan en aidant le gouvernement dans son programme de décentralisation. En 1998, une Association de services aux agro-industries a été créée pour renforcer les capacités des coopératives locales. En outre, le FED a financé le projet de crédit autonome et le projet "semences". Le neuvième FED (à concurrence d'environ 47 millions d'euros pour la période 2003-07) fournit un appui à l'infrastructure des transports et au développement rural (y compris la décentralisation) ainsi qu'à l'Office gambien du tourisme. Il sera fourni des subventions budgétaires à l'éducation (14 millions d'euros). Le Programme d'appui au développement rural décentralisé cofinance le réseau de MVEC depuis 1994 (septième et huitième FED), mais cette assistance doit prendre fin progressivement. Il n'est pas prévu d'intervention directe dans le secteur du microfinancement pour l'avenir, le microcrédit n'étant pas au nombre des activités principales du programme, mais il se peut que celui-ci cofinance des projets de crédit.

67. La **Banque mondiale**, par l'entremise de l'Association internationale de développement, a aidé la Gambie à mettre en place un environnement macroéconomique et sectoriel sain. Son portefeuille actuel comprend six projets, pour une valeur totale de 99 millions de USD: a) programme participatif dans les domaines de la santé, de la population et de la nutrition; b) troisième projet concernant le secteur de l'éducation; c) projet d'atténuation de la pauvreté et de renforcement des capacités; d) projet d'intervention rapide contre le VIH/sida; e) renforcement des capacités de gestion économique; et f) projet "passerelle". Le FIDA et la Banque mondiale ont été associés à la réalisation de deux projets de services ruraux (le deuxième Projet de développement agricole et le Projet de services agricoles) et évaluent depuis 2000 la nécessité d'un nouveau programme de développement rural.

68. La **FAO**, par le biais de son Programme spécial pour la sécurité alimentaire, appuie l'intensification et la diversification de l'agriculture et la gestion de l'eau dans le but de renforcer la sécurité alimentaire grâce à la production de cultures et d'espèces animales à reproduction rapide. Le projet de développement de l'horticulture et de l'élevage dans les régions périurbaines appuyé par la FAO est axé sur la diversification (industries laitières et horticulture en milieu périurbain). La FAO appuie les recensements agricoles et la formulation d'un programme d'appui au secteur rural, d'une stratégie de recherche agricole et d'un plan directeur pour l'élevage.

69. Le **PNUD** a financé le projet de renforcement de la sécurité alimentaire des ménages et d'atténuation de la pauvreté. Les organismes des Nations Unies représentés dans le pays (PNUD, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, FAO, Fonds des Nations Unies pour la population et Programme alimentaire mondial) harmoniseront leurs programmes et veilleront à ce que toutes les interventions tendant à lutter contre la pauvreté soient conformes au DSRP/SAP-II.

70. L'assistance de la **BAfD** est axée sur l'infrastructure, les services sociaux (principalement pour faciliter l'accès des groupes vulnérables aux services de santé et d'éducation), l'augmentation de la productivité agricole, le développement des petites entreprises et l'amélioration de la gouvernance. Dans le secteur agricole, la BAfD finance le projet LADEP et a financé une étude de développement de l'élevage. Elle a également financé le projet de développement de la riziculture irriguée géré par les agriculteurs, qui tend à regrouper différentes activités de développement de la riziculture entreprises dans le cadre du projet de développement de la riziculture, du projet de petits ouvrages de maîtrise des eaux et du projet JPSP. Une mission d'étude a eu lieu en juin 2002 en vue de l'élaboration d'un projet de gestion intégrée des bassins versants, qui constituera la première phase d'un programme d'une durée d'au moins 15 ans. Les bassins versants ont été identifiés dans le département de la rive Nord et dans le département de l'Ouest. Le coût de ce projet, qui complétera le projet LADEP, est estimé à 11,6 millions de USD.

71. L'**Agence allemande de coopération technique** finance l'ITC ainsi que la promotion de pratiques de gestion durable afin d'améliorer la qualité et la productivité des forêts naturelles.

72. Le **Département pour le développement international du Royaume-Uni** appuiera la mise en oeuvre du SAP-II, l'accent devant être mis en particulier sur: a) les examens des dépenses

publiques; b) le suivi du DSRP/SAP-II; et c) l'éducation (éducation de base pour tous, accès à l'éducation, qualité de l'enseignement).

73. L'**Irish League** appuie les mutuelles de crédit.

74. Les interventions de la plupart des donateurs complètent celles du FIDA. Un large processus de consultation et de coordination est par conséquent nécessaire pour le développement du microfinancement (Irish League, BAFD, Union européenne, ONG, etc.). L'Union européenne s'intéresse au cofinancement d'interventions dans le domaine du microcrédit. Le FIDA a une longue tradition de collaboration avec la BAFD et la Banque mondiale en Gambie et le climat de coopération avec ces deux partenaires a toujours été positif. À l'heure actuelle, le FIDA, la BAFD et la Banque mondiale étudient les possibilités d'intervention conjointe dans les domaines de la gestion intégrée des bassins versants et du développement rural. Il faudrait étudier les possibilités de complémentarité entre les projets d'infrastructure rurale de l'Union européenne et des interventions du Fonds dans les basses terres étant donné qu'un accès physique aux marchés est une condition préalable indispensable au succès de toute intervention de gestion intégrée des bassins versants. Les enseignements retirés des activités réalisées par la FAO et la BAFD dans le domaine de l'élevage et dans celui de la diversification sont intéressants. La campagne de sensibilisation des communautés au sida appuyée par le FIDA complétera les interventions du programme ONUSIDA et de la Banque mondiale.

### **E. Concertation sur l'action à mener**

75. Les possibilités de concertation devraient être limitées aux domaines dans lesquels le FIDA joue un rôle de premier plan:

- Politique de microfinancement: rôle de la Banque centrale, et notamment: a) renforcement du Département du microfinancement de la Banque centrale, qui est chargé des MVEC, mais pas des autres prestataires de services financiers; b) préparation d'une politique nationale du microfinancement: une réglementation plus rigoureuse contribuerait à améliorer la durabilité de toutes les institutions financières; et c) efforts tendant à convaincre le gouvernement de la nécessité de réglementer plus rigoureusement les initiatives des prestataires de services dans ce secteur;
- Gestion intégrée des bassins versants et mise en œuvre du plan directeur élaboré par le projet LADEP pour les basses terres; on pourra également envisager des questions connexes comme les suivantes: a) régime foncier, y compris l'accès des femmes à la propriété foncière; b) politique de commercialisation du riz (barrières à l'importation, imposition); et c) politique concernant les intrants agricoles et rôle du gouvernement dans les distributions d'engrais (don japonais KR2), qui peuvent influencer sur les investissements du secteur privé. L'adoption du plan directeur devrait marquer le point de départ d'un processus intensif de planification coordonnée entre les donateurs, les usagers des basses terres (agriculteurs, touristes, écologistes) et le gouvernement.

### **F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille**

76. Au cours des dix prochaines années, le portefeuille de projets en Gambie comprendra au maximum deux projets articulés autour de composantes différentes.

77. Les structures novatrices de gestion introduites pour les projets RFCIP et LADEP ont amélioré la gestion des projets et seront conservées. Les capacités dans ce domaine devraient être renforcées au moyen d'une formation. La sous-traitance des activités sera maintenue, mais le rapport coût-efficacité de cette approche devra être suivi de près.

78. À la suite du processus de décentralisation, les administrations et conseils de département deviendront des partenaires plus importants à moyen terme et devront être associés à la planification et à l'exécution des activités. Le cadre juridique de la décentralisation a été adopté, mais ce n'est qu'en 2003 que les structures décentralisées recevront un financement. Les activités de renforcement des communautés menées par le FIDA au niveau des collectivités pour permettre à ces dernières de jouer pleinement leur rôle complètent celles de l'Union européenne et de la Banque mondiale.

### **G. Cadre provisoire pour les opérations de prêts et programme de travail à horizon mobile**

79. Le projet RFCIP doit prendre fin le 31 décembre 2005. À mi-chemin du projet, 50% du prêt a été décaissé. Le projet LADEP doit s'achever le 30 juillet 2004, et le décaissement du prêt est légèrement en retard.

80. Étant donné la stabilité macroéconomique et l'expansion qui caractérisent actuellement la Gambie, l'adoption par le gouvernement du DSRP/SAP-II et le processus en cours de décentralisation et de démocratisation, les conditions sont propices à la poursuite de l'intervention du FIDA au cours des dix prochaines années. Afin de réduire la pauvreté en milieu rural, des ressources adéquates seront fournies pour renforcer les capacités des populations et améliorer l'utilisation des ressources existantes. La consolidation et la poursuite des initiatives réussies du FIDA pourraient être envisagées dans les secteurs suivants: a) microfinancement; b) développement de la riziculture dans les basses terres, y compris le développement des hautes terres adjacentes; et c) la diversification des activités agricoles et non agricoles. À l'avenir, l'on aura largement recours, pour l'exécution des projets, aux ONG, aux organisations à assise communautaire et aux associations d'agriculteurs, aux organismes sectoriels et aux institutions financières ayant l'expérience des opérations au niveau des villages.

81. Il est proposé d'élaborer deux projets, sur une période d'intervention de sept à huit ans, qui seraient mis en route au moyen d'un nombre limité d'activités de base qui ont par le passé suscité une forte demande: mise en valeur intégrée des bassins versants, en commençant par le développement des basses terres, microcrédit, développement communautaire, services ruraux et diversification. Les structures novatrices de gestion introduites pour le projet RFCIP ont permis d'améliorer la gestion des projets et ce concept sera maintenu et renforcé.

82. Au cours des dix prochaines années, le portefeuille de projets dans le pays comprendra au maximum deux programmes d'envergure nationale. Ces programmes constitueraient le prolongement du projet LADEP et du projet RFCIP. Le premier programme pourrait porter sur la gestion des basses terres et le développement des hautes terres adjacentes. Le second pourrait comporter un élément de financement rural (épargne et crédit), des initiatives communautaires et la diversification des activités agricoles et non agricoles. À l'heure actuelle, les projets du Fonds en Gambie absorbent 1,6 million de USD par an (au titre exclusivement des prêts du FIDA). La stratégie à moyen terme proposée prévoit le maintien des niveaux actuels de prêt, ce qui impliquerait une assistance financière de 15 millions de USD au cours des sept ou huit prochaines années pour la mise en œuvre des deux projets.



## APPENDIX I

## COUNTRY DATA

## THE GAMBIA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	10	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	320
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	1.34	<b>GDP per capita growth (annual %) 2000 1/</b>	3
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	134	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	1 a/
<b>Local currency</b>	Dalasi (GMD)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	GMD 0.053
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	3.1	GDP (USD million) 2001 1/	390
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	38	Average annual rate of growth of GDP 2/ 1981-1991	3.6
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	14	1991-2001	3.5
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	91	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	53	% agriculture	40
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	14
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	5
Total labour force (million) 2001 1/	0.68	% services	46
Female labour force as % of total 2001 1/	45	Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	15
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	82 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	84
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	62	Gross domestic savings (as % of GDP)	1
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	2 614	Merchandise exports 2001 1/	9
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	19 a/	Merchandise imports 2001 1/	200
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	17 a/	Balance of merchandise trade	-191
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	4 a/	before official transfers 2001 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	after official transfers 2001 1/	-53
Population using improved water sources (%) 2000 3/	62	Foreign direct investment, net 2001 1/	n/a
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	80-94	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	37	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	n/a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	35 a/	Total external debt (USD million) 2001 1/	489
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2001 1/	35 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	69
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	153	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	4
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	1 286	Lending interest rate (%) 2001 1/	24
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	13
Arable land as % of land area 2000 1/	23		
Forest area as % of total land area 2000 1/	48		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	1		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

## LOGICAL FRAMEWORK

Intervention Logic	Objectively Verifiable Indicators	Source of Verification	Assumptions
<b>Goal:</b> Reduce poverty and improve human welfare in rural areas	Percentage of rural population below poverty line Human Development Index indicators: Life expectancy at birth Enrolment rate in primary education GDP per capita	National Household Poverty Survey Demographic census Education statistics Specific surveys	<b>Pre-conditions:</b> Political stability is ensured Macroeconomic growth of at least 6%
<b>Purpose 1:</b> Strengthened capacity of the rural poor and their organizations	Rural community-based organizations have an improved capacity to identify their needs and to develop social and economic activities Growing role of associations in marketing inputs and outputs and in agricultural services supply Farmers associations impact agricultural policy	Mid-term review and evaluation of IFAD programmes Specific surveys	
<b>Purpose 2:</b> Improved level of agricultural income and food security in rural areas	Higher value of agricultural commodities produced and marketed Higher agricultural yields Higher daily intakes of calories and proteins Less households living below the poverty line	Agricultural production statistics Import statistics National Household Poverty Survey Specific surveys	Agriculture policy is implemented according to PRSP objectives (pro-poor and pro-rural focus of PRSP is respected) PRSP is financed and implemented according to plan
<b>Purpose 3:</b> Reduced vulnerability to major threats on rural livelihoods	Crop production depends less on weather Diversification of agriculture with development of new niche markets Creation of employment in agro-processing and income-generating activities	Mid-term review and evaluation of IFAD programmes Specific surveys	
<b>Output 1:</b> Rural poor have improved access to rural services offered by sustainable institutions	Growth of the VISACA network Policy changes	Report of the Central Bank of The Gambia	Stable currency
<b>Output 2:</b> More poor farmers are involved in profitable improved rice cultivation, combined with activities in adjacent uplands	Hectares of swamp rice developed Incremental production and yields	Agricultural statistics Mid-term review Impact surveys	No further decrease in the international price of rice
<b>Output 3:</b> Improved agricultural productivity	Yield increase	Agricultural statistics	
<b>Output 4:</b> More diversified agriculture and increased marketed share of production	Niche markets developed by poor farmers Growth of income-generating activities	Agricultural statistics Mid-term review Impact surveys	
<b>Output 5:</b> Empowered farmers organizations	Activities of farmers associations	Annual report of farmers associations	

## STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
DOSA	DOSA determined to implement the agricultural component of PRSP Technical staff with a knowledge of the country, smallholders and sector needs Staff with experience in implementing projects dealing with smallholders and community-based associations	Research and extension are weak despite huge investments in the past Lack of physical resources prevents DOSA from fulfilling its role DOSA's share of the Government budget is low Weak research and extension services Ongoing decentralization process might reduce efficiency of administration during the transition period Agricultural component of PRSP has been not elaborated and adopted yet	DOSA is preparing a rural strategy paper Large consensus on the effectiveness of the LADEP and RFCIP approach	Move of the best human resources to the private sector, NGOs and other public administration departments or to emigration
Department of State for Finance and Economic Affairs	Determined to implement the SPA-II	Implementation of SPA-II depends partially on external financing	Heavily Indebted Poor Countries initiative, as well as the PRSP. create good conditions for a pro-poor development process Macroeconomic stability	Difficulty in retaining qualified staff
NGOs (national)	Rural NGOs have a good knowledge of needs of local communities Used to participative approaches Willingness to learn rapidly	Insufficient coverage of the territory by few reliable and strong NGOs Insufficient competition among NGOs	Decentralization offers opportunities to CBOs and NGOs Donors agree to use NGOs for project implementation	Creation of unsustainable systems following withdrawal
NGOs (international)	Technical and financial capacity and willingness to help the Government pursue its PRSP objectives	Few organizations oriented towards rural development	SPA-II presents a straightforward Government strategy to improve livelihoods of the poor that is in line with strategies of international NGOs	
Private sector (national)	Good knowledge of investment opportunities in the country	Limited economies of scale in agro-industry Limited protection against low international market prices (rice, poultry, eggs, dairy, etc.)	New economic environment conducive to assumption of a leading role in the economy New areas for investment in accordance with Government objectives of diversifying production	Lack of sufficient investment opportunities that favour the poor
Private sector (foreign investors)		Limited interest in agricultural subsectors that are of interest to the poor Limited economies of scale vis-à-vis neighbouring countries		The agricultural sector is not a priority

**IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME**

<b>IFAD's Strategic Framework</b>	<b>Regional Strategy</b>	<b>The Gambia COSOP</b>
<p><i>IFAD's strategic framework includes three strategic objectives:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ <i>Strengthening the capacity of the rural poor and their organizations</i></li> <li>⇒ <i>Increasing access to financial services and markets</i></li> <li>⇒ <i>Providing equitable access to productive natural resources and technology</i></li> </ul>	<p><i>IFAD's regional strategy is comprised of four strategic objectives (SOs):</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ <i>SO#1: Strengthen the capacity of the rural poor and their organizations and improve the pro-poor focus of rural development policies and institutions</i></li> <li>⇒ <i>SO#2: Raising agricultural and natural resource productivity and rural incomes</i></li> <li>⇒ <i>SO#3: Increase rural incomes through improved access to financial capital and markets</i></li> <li>⇒ <i>SO#4: Reduce vulnerability to major threats to rural livelihoods</i></li> </ul> <p><i>The regional strategy has three cross-cutting themes:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ <i>Investing in women</i></li> <li>⇒ <i>Enhanced participation</i></li> <li>⇒ <i>Building on indigenous knowledge</i></li> </ul>	<p><b>Strategic Objectives</b></p> <p><b>SO#1:</b> IFAD will support the strengthening and empowerment of farmers organizations and community-based self-help groups to plan and manage their lowlands and uplands, develop and run sustainable microfinance institutions and networks, improve their living conditions and work together.</p> <p><b>SO#2:</b> IFAD will support growth in agricultural production through the promotion and dissemination of adapted technologies designed to increase rice productivity and the productivity of a variety of diversified crops selected on a market-driven basis.</p> <p><b>SO#3:</b> IFAD will support the development and consolidation of rural microfinance institutions through the strengthening of the VISACA network. IFAD will also seek to improve marketing channels, market information and commodity-market organization.</p> <p><b>SO#4:</b> IFAD will support the development of a community-based awareness campaign on HIV/AIDS.</p> <p><b>Cross-Cutting Themes</b></p> <p>⇒ <b>Women:</b> IFAD will ensure that its future programme will focus on a better understanding of the livelihood systems of men and women and design interventions that respond to people's varying needs, especially those of vulnerable women and youth.</p> <p>⇒ <b>Participation:</b> Community participation will be the core of IFAD's intervention strategy. Participatory rural appraisal exercises will occur at project design and in planning project activities during implementation. A participatory monitoring and evaluation system will be set up to involve beneficiaries in monitoring and the generation of feedback on the effectiveness and relevance of project interventions.</p>

4

**ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED**

<b>Donor/Agency</b>	<b>Nature of Project/Programme</b>	<b>Project/Programme Coverage</b>	<b>Status</b>	<b>Complementary/Synergy Potential with IFAD</b>
<b>European Union</b>	Support for the cotton subsector	Upper River, Lower River and Central River divisions	2001-02	
	Autonomous credit project	Nationwide	8th EDF, until 2002	Complementary
	Reform of the groundnut sector	Nationwide	8th and 9th EDF	Complementary
	Agricultural research (ITC) and extension			Complementary
	Rehabilitation of feeder roads		8th and 9th EDF	Pre-condition
	Decentralization process	Nationwide	8th and 9th EDF	Complementary
	Seed project		8th EDF	Complementary
<b>World Bank</b>	Heavily Indebted Poor Country initiative (agriculture, education, health)		Ongoing	Complementary
<b>UNDP</b>	Household Food Security/Poverty Alleviation Project	Nationwide	Completed	Basic information
<b>Inter-American Development Bank</b>	National Seed Development Project	Nationwide	In preparation	Strong
<b>AfDB</b>	Livestock development study	National	2000-01	Synergy
	Farmer-managed irrigated rice development project (to consolidate the previous rice-development schemes of the Rice Development Project, the Small-Scale Water Control Project and JPSP)	Central River Division, north and south	In preparation	Strong
	Integrated Watershed Management Project	Western, Lower River, North Bank divisions	In preparation	Strong
<b>German Agency for Technical Cooperation</b>	ITC (livestock)	Nationwide	Ongoing	Strong
	Natural forests		Ongoing	
<b>IFAD</b>	LADEP	Nationwide	Ongoing (1997-2004)	
	RFCIP	Nationwide (rural finance support) Lower River and Central River divisions (agricultural support and <i>kafo</i> capacity-building)	Ongoing (1999-2006)	
<b>FAO, Commonwealth, Inter-American Development Bank, Italy</b>	Special Programme for Food Security (intensification, diversification, water management)	National	1997-2004	Strong
<b>FAO</b>	Peri-Urban Horticulture and Livestock Development Project			Strong
	Agricultural census	Nationwide		Basic information
	Agricultural research strategy	Nationwide		Basic information
	Formulation of a rural-sector support programme	Nationwide	In preparation	Strong
<b>Kuwait Fund</b>	Rice Development Project for Central River Division-north (enhance rice production through tidal and pump irrigation)	Central River Division-north	2002-07	Strong

**PROFILES OF PROJECT IDEAS**

1. The key thrust of future IFAD interventions will consist in: (a) the consolidation and continuation of successful IFAD initiatives (microcredit, community-initiated self-help groups, lowland rice development) through new loans, (b) the inclusion of innovative components tested during previous pilot trials, (c) pilot trials to test new approaches (rural enterprise development, diversification and marketing) and (d) the strengthening of farmers organizations and CBOs. These choices have been validated by a stakeholder workshop. IFAD will focus its efforts on activities which show a potential for scaling up and in which IFAD can provide leadership. Strategic partnerships with other donors are part of this strategy.

2. There are opportunities for innovation and project intervention in: (a) rural finance, where IFAD could offer nationwide support to boost the slow, organic growth of the VISACAs, with a focus on capacity-building, the integration of VISACA networks, the formation of an apex body, support for the regulatory effort of the Government, and donor coordination; (b) integrated watershed management; this option implies the further development of rice cultivation in the lowlands and the building up of complementary interventions around this main objective, including the development of adjacent uplands and related on-farm diversification and community development and (c) the testing of models of rural enterprise and rural marketing that can contribute to income diversification.

3. It is proposed that two projects be designed with an intervention period of seven-eight years and starting with a limited number of core activities that have proven ability to generate high demand: integrated watershed development, beginning with lowland development, microcredit, community development, rural services and diversification.

**Project Idea 1: Integrated Watershed Management**

4. The overall objective is to reduce poverty and improve human welfare in rural areas of The Gambia. Specific objectives are to tackle the following causes of rural poverty: (a) yield fluctuation due to weather, (b) poor agricultural productivity and (c) poor access to productive assets (land, water) and poor and decreasing soil fertility (yields, erosion, poor crop husbandry and so on). The outputs required to reach these specific objectives are: (a) the expansion of lowland rice cultivation with a low-risk profile, combined with activities in the adjacent uplands, (b) enhanced agricultural productivity through the gradual improvement of traditional agricultural practices and (c) higher labour productivity during production and following harvests. LADEP has successfully intervened in the lowlands through water management, tidal-access and extension activities. One option would be to develop rice cultivation in the lowlands and to build the complementary interventions around this main objective, including through the development of the adjacent uplands, microfinance, diversification and community development. The target groups are rural households and communities affected by poverty. The lowland master plan to be developed by LADEP in coming years will be the basis for the identification of intervention areas in the lowlands. Rural finance activities will be organized at the national level.

**Project Idea 2: Diversification and Rural Finance**

5. The overall objective is to reduce poverty and improve human welfare in rural areas of The Gambia.

6. Specific objectives are: (a) an improvement in the level of agricultural incomes and food security in rural areas and (b) the strengthened capacity of the rural poor and their organizations. The outputs required to reach these specific objectives are: (a) enhanced rural microfinance services, (b) diversified agricultural production and increased marketed share, (c) the diversification of off-farm

## APPENDIX VI

activities, (d) higher labour productivity in production and following harvest and (e) the empowerment of farmers organizations and rural communities. The activities required are organized into three components: (a) rural and microfinance development, (b) community-development and (c) the diversification of on and off-farm activities.

7. **Rural microcredit:** At the end of the RFCIP, the existing structure will still be fragile and dependent on external service providers for coaching and capacity-building. The stakeholder workshop formulated the future direction of the rural finance component as follows:

- (a) with respect to the VISACA network, a further consolidation of current activities: (a) coaching, capacity-building and the empowerment of management, (b) the integration of the five VISACA networks that have been created by the five service providers and of the linkages with other groups, (c) this integration should be combined with a stepwise process of the formation of an apex body, and (d) the rehabilitation of VISACAs and the creation of new VISACAs where necessary;
- (b) a strong need for short, medium and long-term credit schemes, which should foster rural enterprise development and income-generating activities; a pilot activity could be developed to test the effectiveness and sustainability of adapted financial products and services and
- (c) with respect to regulation: (a) continued support for the Central Bank of The Gambia, and (b) the preparation of a national microcredit policy document (if one is not available).

8. **Diversification on and off-farm and community development.** This component is a continuation of the *kafo* component within RFCIP and includes the preparation of new intervention packages in order to tackle problems in diversification, the development of marketing channels and niche markets, and the small-scale processing of crops. The demand-driven approach should guarantee that: (a) oversupply is avoided in specific marketing channels and (b) farmers can themselves identify opportunities and agree to share production and market risks.

9. Within this component, the strengthening of farmers associations should receive attention. The COSOP validation workshop participants identified the following roles for these associations: (a) a real ownership role through full participation in the design, implementation, monitoring and evaluation of activities, (b) an advocacy-promotion role through information, education and communication strategies and (c) a consultative and management role. Stakeholders identified the following activities for strengthening their associations: (a) functional literacy, (b) adequate member education and (c) study tours or exchange visits. An apex-formation of associations could be supported. The financial absorption capacity of these types of activities is limited unless capacity-building is included.

10. The role of farmers' organizations in the development of marketing channels, as seen by stakeholders, should be to: (a) develop a mechanism or device through which they can provide reliable information (local and international) on prices and markets; (b) provide specialized extension workers (to be trained); and (c) lobby for farmers' interests (product promotion and pricing).